

RAPPORT FINANCIER 2010

Exercice du 1/01/2010 au 31/12/2010

Adopté à l'Assemblée Générale du 7 Mai 2011



COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

4, rue Jean Lantier
75001 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de

l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe I.1.1 incluse dans la partie « 1. Principes et méthodes comptables », qui expose un changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- comme mentionné dans la première partie de notre rapport, la note I.1.1 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la définition et l'évaluation des actifs.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

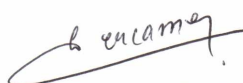
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 22 avril 2011

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés



Jean-Pierre VERCAMER

Sommaire

Faits marquants de l'exercice	7
I. Le bilan.....	10
1. Actif du bilan	10
1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles	10
1.2 Immobilisations financières	11
1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités	12
2. Passif du bilan	14
2.1 Fonds propres.....	14
2.2 Passif circulant	14
3. Fonds de roulement	15
4. Hors bilan.....	15
4.1 Indemnités de Départ à la Retraite	15
4.2 Legs reçus	15
4.3 Autres engagements	15
II. Le compte de résultat.....	17
1. Produits d'exploitation	17
1.1 Les produits de la générosité du public.....	17
1.2 Cofinancements et subventions	17
1.3 Autres ressources.....	18
1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge	18
1.5 Reprise de ressources affectées.....	18
2. Charges d'exploitation	19
2.1 Achats nets de marchandise.....	19
2.2 Autres achats et charges externes.....	19
2.3 Frais de personnel.....	20
2.4 Subventions accordées	20
3. Résultats financier et exceptionnel.....	21
III. Le CER – Compte d'Emploi des Ressources	24
1. Construction du CER	24
2. Ressources	24
2.1 Ressources issues de la générosité du public	24
2.2 Autres ressources	24
3. Ressources affectées aux missions	25
3.1 Partenariat international.....	25
3.2 Education au développement	25
3.3 Plaidoyer.....	26
3. 4 Masse salariale.....	26
4. Ressources affectées aux autres dépenses.....	26
4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public.....	26
4.2 Frais de communication, de fonctionnement	26
5. Que dit le nouveau Compte d'Emploi des Ressources ?.....	27
IV. Autres informations	28
1. Effectifs du CCFD–Terre Solidaire	28
2. Bénévolat	28
V. Résolutions.....	29
ANNEXES COMPTABLES.....	30

Faits marquants de l'exercice

1 – Le tremblement de terre en Haïti en janvier 2010

Le 12 janvier 2010 un séisme de magnitude 7.3 sur l'échelle de Richter frappait Haïti et en particulier Port au Prince produisant des destructions majeures et de nombreux morts. Cette catastrophe a donné lieu à une demande d'aide des partenaires du CCFD-Terre Solidaire et donc à un appel aux dons dédiés.

2 – Des changements institutionnels

L'année 2010 se caractérise, pour le CCFD - Terre Solidaire, par la mise en œuvre des **changements de statuts** votés en 2009 et validés par le Conseil d'Etat en février 2010 :

- Les adhésions individuelles ont été recueillies (6360 à fin décembre 2010) sans incidence financière, pas de cotisations.
- Depuis l'AG de mai 2010 douze délégués des Régions sont désormais membres de l'AG et trois du CA.

3 – Une réorganisation des investissements du CCFD-Terre Solidaire à la SIDI

Le CCFD-Terre Solidaire et deux congrégations religieuses avaient constitué depuis 10 ans un pacte d'actionnaires au sein de la SIDI – filiale du CCFD-Terre Solidaire créée pour agir pour le développement par l'outil financier. Ce pacte d'actionnaires détenait 50% des parts de la SIDI ; il avait pour but de garantir le maintien de l'objet social de la SIDI :

- « Investir directement ou indirectement par l'intermédiaire de Sociétés locales d'Investissement dans des petites entreprises de services ou de production en vue de favoriser des personnes ou des groupes socialement et économiquement défavorisés ;
- S'associer avec des organisations locales, nationales ou internationales pour mettre en œuvre des systèmes de financement adaptés aux petites entreprises dans une perspective de développement local. »

A l'occasion de la sortie d'une des deux congrégations, le pacte s'est élargi à 13 autres congrégations. Notre Conseil d'Administration a accepté, pour permettre aux congrégations non actionnaires qui souhaitent le devenir et s'engager dans le pacte d'actionnaires, que le CCFD-Terre Solidaire puisse réduire sa participation au capital de la SIDI jusqu'au seuil de 20%, ce qui le maintient en position de premier actionnaire et actionnaire de référence. Au 31 décembre la participation du CCFD-Terre Solidaire au capital de la SIDI est de 21.99%.

Les sommes ainsi libérées par le CCFD-Terre Solidaire ont été engagées dans le FID (Fonds d'Incitation au Développement), qui permet de garantir une très grande partie des engagements à risque de la SIDI. Cette garantie permet à la SIDI de ne pas provisionner ces engagements à risque et donc d'investir la totalité de son capital pour le soutien de ses partenaires.

4 – Le Changement de logiciel comptable pour les Délégations Diocésaines

Depuis le début 2010 les Délégations Diocésaines saisissent leurs comptes sur DD and CO. Ce nouveau logiciel est logé sur un serveur du CCFD-Terre Solidaire. La comptabilité de l'ensemble des délégations est ainsi sauvegardée quotidiennement et consolidable. Cette nouvelle organisation permet une intégration plus précise des comptes des délégations dans la comptabilité générale du CCFD-Terre Solidaire et donc une meilleure gestion de l'ensemble.

BILAN – ACTIF

RUBRIQUES	Réf. Annexes	Brut	Amort. et provisions	Net au 31/12/2010	Net au 31/12/2009
Concessions, brevets et droits similaires	II.1	1 298 655	1 173 586	125 069	86 751
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.	II.1	138 122		138 122	104 454
Total des immobilisations incorporelles		1 436 778	1 173 586	263 191	191 205
Terrains	II.2.1	602 479		602 479	602 479
Constructions	II.2.1	10 727 702	2 839 186	7 888 517	8 024 071
Installations techniques, matériel et outillage	II.2.2	74 157	51 810	22 347	24 750
Autres immobilisations corporelles	II.2.2	1 649 254	1 400 470	248 785	154 492
Total des immobilisations corporelles		13 053 593	4 291 465	8 762 127	8 805 792
Participations	II.3	2 927 662	30 011	2 897 650	3 517 436
Créances rattachées à des participations	II.4	26 524	25 444	1 079	1 079
Prêts	II.5	281 705	4 818	276 887	54 373
Autres immobilisations financières		20 866		20 866	20 408
Total des immobilisations financières		3 256 756	60 274	3 196 483	3 593 296
ACTIF IMMOBILISE		17 747 126	5 525 325	12 221 801	12 590 293
Stocks de marchandise		24 049	5 412	18 637	9 204
Total des stocks et en-cours		24 049	5 412	18 637	9 204
Créances clients et comptes rattachés		182 022	15 579	166 443	39 954
Autres créances	II.6/7	3 915 469	56 451	3 859 019	2 972 265
Total des créances		4 097 491	72 029	4 025 462	3 012 219
Valeurs mobilières de placement	II.8/9	20 594 697	50 747	20 543 950	20 340 588
Disponibilités		4 102 086		4 102 086	4 535 446
Charges constatées d'avance	II.10	98 248		98 248	245 189
Total disponibilités et divers		24 795 031	50 747	24 744 284	25 121 223
ACTIF CIRCULANT		28 916 571	128 188	28 788 383	28 142 646
Ecart de conversion actif		893		893	893
ACTIF TOTAL		46 664 591	5 653 514	41 011 077	40 733 832

BILAN – PASSIF

RUBRIQUES	Ref. Annexes	Net au 31/12/2010	Net au 31/12/2009
Fonds propres associatifs			
Ecart de réévaluation des immeubles		1 556 840	1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise		7 461 973	7 068 710
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées		11 387 117	7 367 351
Report à nouveau		4 405 545	4 405 545
Résultat de l'exercice		-10 770	4 413 029
Total des fonds propres	III.1	24 800 706	24 811 476
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques et charges		109 021	
Total des provisions pour risques et charges		109 021	0
Ressources dédiées par le donateur			
Ressources dédiées par le donateur		1 702 797	229 652
Total des fonds dédiés	III.2	1 702 797	229 652
Emprunts et dettes financières divers			
Emprunts et dettes financières divers		1 600	1 600
Total des dettes financières		1 600	1 600
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	III.3	1 076 843	1 315 224
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales	III.4	2 065 148	1 837 426
Autres dettes			
Autres dettes	III.5/6	11 250 802	12 538 454
Total des dettes diverses		14 392 793	15 691 104
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		4160	0
Ecart de conversion passif			
Ecart de conversion passif		0	0
PASSIF TOTAL		41 011 077	40 733 832

I. Le bilan

1. Actif du bilan

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les points clé

Les immobilisations incorporelles et corporelles représentent les investissements nécessaires à l'activité du CCFD-Terre Solidaire. Trois événements ont touché les immobilisations :

- Nous avons retiré des immobilisations celles concernant le matériel informatique ou de bureau, et celles liées aux travaux qui n'avaient plus de pertinence (matériel n'existant plus, travaux anciens dans des locaux restructurés ensuite).
- Nous avons continué le renouvellement des systèmes informatiques commencé en 2008. Ces évolutions sont lisibles dans le tableau ci-dessous, et dans les **annexes II.2**.
- Nous sommes passés pour les amortissements immobiliers à la méthode des composants demandée par les commissaires aux comptes. Elle consiste à moduler le taux d'amortissement en fonction des différents composants des immeubles. Ce changement de règle d'amortissement qui sera détaillé dans l'annexe I.1 n'a pas d'incidence financière majeure.
- Actualisation des immobilisations

Tableau d'actualisation des immobilisations

	Montant en début d'exercice	Acquisitions de l'année	Sorties de l'année	Montant en fin d'exercice
immobilisations incorporelles (logiciels informatiques)	1 404 961	131 844	238 150	1 298 655
TOTAL immobilisations incorporelles ayant donné lieu à sorties	1 404 961	131 844	238 150	1 298 655
constructions	10 593 536	134 167	1 428 900	10 727 702
Installations techniques matériel et outillage	90 143	9 652	25 638	74 157
Autres immobilisations corporelles (matériel informatique ou de bureau)	2 410 741	213 548	975 035	1 649 254
TOTAL Immobilisations corporelles ayant donné lieu à sorties	13 094 420	357 366	2 429 572	12 451 114
Total des immobilisations ayant donné lieu à sorties	14 499 381	489 210	2 667 721	13 749 769

L'inventaire précis du matériel encore en cours d'utilisation et des travaux anciens sur des zones restructurées par la suite a permis de sortir des comptes des immobilisations 2.667.721€ (valeur brute) de matériel ou de travaux qui n'avaient plus de raison d'être. Les immobilisations ainsi conservées au bilan correspondent à du matériel encore en activité. Voir annexes II.1 et II.2

- Les immobilisations incorporelles

L'augmentation de la valeur nette des immobilisations incorporelles de l'exercice est due au déploiement du nouveau logiciel intranet et du logiciel Chronos de gestion du temps de travail. Dans les acomptes sur immobilisations incorporelles figure la nouvelle base de donnée des partenariats qui entrera en activité au premier trimestre 2011.

- Le patrimoine immobilier du CCFD–Terre Solidaire

Le CCFD–Terre Solidaire est propriétaire, pour les besoins de son activité, des biens immobiliers du Siège 4-6-8 rue Jean Lantier à Paris 01, de la rue Guy de la Brosse Paris 05, de l’espace rencontre à Lourdes et des locaux des délégations de Strasbourg et Nantes.

Seuls des travaux d’entretien ont été réalisés en 2010.

- Les autres immobilisations corporelles

Les « autres immobilisations corporelles » correspondent pour l’essentiel au matériel informatique –ordinateurs et serveurs- des délégations diocésaines et des salariés, ainsi qu’au matériel audiovisuel et au mobilier de bureau.

1.2 Immobilisations financières

Les points clé

- Les immobilisations financières traduisent l’engagement du CCFD–Terre Solidaire dans le soutien à des partenaires ou des alliés ainsi qu’à la SIDI, sa filiale spécialisée dans le soutien à la microfinance dans le monde et dont l’action est complémentaire de ses propres missions. Il est important de souligner cet engagement, directement en lien avec la mission sociale, visible seulement au bilan puisqu’il est de l’ordre du prêt ou de l’investissement ou même, dans l’actif circulant, du compte courant. Au travers des titres de participations, des prêts et des comptes courants, 12% de l’actif du CCFD-Terre Solidaire est ainsi investi en lien direct avec sa mission sociale.

Titres de participations	Valeur brute 31/12/2010	Cumul dépréciations 31/12/2010	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009
BFCC (Crédit Coopératif)	3 064	0	3 064	3 064
SIDI	2 858 512	0	2 858 512	3 478 298
Solidar'Monde	30 011	-30 011	0	0
SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 020	0	1 020	1 020
Karthala	30 481	0	30 481	30 481
SAPIE	4 573	0	4 573	4 573
Total	2 927 662	-30 011	2 897 650	3 517 436

La constatation de la disparition de la Scoop El Amal dont nous n’avions aucune nouvelle depuis plusieurs années a conduit à sa sortie de l’actif sans impact sur le résultat, ce titre étant entièrement provisionné. (Total des titres 45 125€)

Dans le cadre de son engagement à la SIDI, sa filiale, à l’occasion de l’élargissement du pacte d’actionnaires qui en garantit l’orientation le CCFD–Terre Solidaire a cédé une partie de ses participations au capital aux congrégations qui le désiraient. Le CCFD-Terre Solidaire détient désormais 18.806 actions soit 21.99% du capital de la SIDI.

Le CCFD–Terre Solidaire soutient par ailleurs le développement de la filière du commerce équitable en France depuis son apparition, ce soutien se lit notamment dans la détention de titres Solidar’Monde, mais aussi dans les prêts accordés à Max Havelaar et à la Plateforme Française du Commerce Equitable (voir ci-dessous).

Prêts	Valeur brute 31/12/2010	Cumul dépréciations 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2009
Prêt Plateforme du Commerce Equitable	2 500	-2 500	0	0
Prêt Max Havelaar	36 000	0	36 000	46 000
Prêt Max Havelaar reprise EURL	2 318	-2 318	0	0
Prêt CRID	70 000	0	70 000	0
Prêt GRDR	150 000	0	150 000	0
Prêts au personnel	20 887	0	20 887	8 373
Total	281 705	-4 818	276 887	54 373

Enfin le CCFD-Terre Solidaire a accordé cette année une avance de trésorerie de 70.000€ au CRID pour lui permettre d'assurer les frais de la délégation française au FSM de Dakar et un prêt de 150.000€ au GRDR, partenaire du service Afrique depuis 2005 qui par son action accompagne les dynamiques de développement induites par la migration pour le soutenir dans sa consolidation financière.

Le remboursement du prêt consenti à l'organisme de promotion du commerce équitable Max Havelaar France, en 2007, a continué en 2010. Le solde devrait être versé en 2011.

1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités

- Les stocks

Les stocks sont principalement constitués des produits – pour la plupart issus du commerce équitable – vendus par la boutique solidaire du CCFD–Terre Solidaire. Cette activité est un des volets de sa mission d'Education au Développement.

- Les autres créances

Sur l'année 2010 de forts mouvements ont impacté la rubrique autres créances.

- Le remboursement après contrôle fiscal d'un crédit de TVA pour un montant de 254 368€.
- La participation pour un montant de 662 720€ au Fonds d'Incitation au Développement (FID), dépôt permettant de garantir les engagements à risque de la SIDI. Le CCFD-Terre Solidaire a engagé à cet effet la totalité des sommes libérées par la vente de parts de la SIDI aux congrégations membres du pacte d'actionnaires. Le FID permet à la SIDI de ne pas provisionner ses engagements à risque et donc d'investir la totalité de son capital pour le soutien de ses partenaires.
- Un apport d'1 000 000€ en compte courant dédié à la SIDI pour aider à la création d'un fonds agro-alimentaire pour le financement d'activités rurales éco-responsables. Ce fonds du même modèle que le fonds FEFISOL créé par la SIDI, Alterfin (Belgique) et Etimos (Italie) devrait permettre la collecte de financements auprès de gros investisseurs.

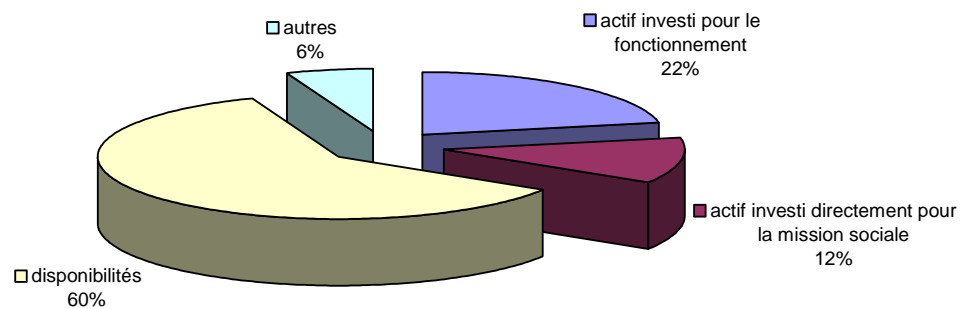
Le montant des dons à recevoir perçus début 2011 au titre de l'année 2010 et des legs en cours est de 1 749 534.39€.

- Les disponibilités

Le niveau de disponibilités est élevé en fin d'année, en raison du mailing de Noël aux donateurs. Les disponibilités et divers représentent 60.10% de l'actif : leur montant couvre une fois et demie celui des dettes.

Les charges constatées d'avance recouvrent des charges d'élaboration et d'impression des mailings du début de l'année 2011, payées à la fin de l'année 2010.

Répartition de l'actif



2. Passif du bilan

2.1 Fonds propres

Suite à la réorganisation des lignes de réserves à l'issue de la clôture des comptes 2009, réorganisation permettant de visualiser la part de la générosité du public non utilisée telle qu'elle se présente dans le CER, les fonds propres se présentent comme suit :

Fonds propres	Au 31/12/2009 avant affectation du résultat	Affectation résultat 2009	Au 31/12/2009 après affectation du résultat 2009	Au 31/12/2010 avant affectation du résultat 2010
Ecart de réévaluation libre	1 556 840		1 556 840	1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Fonds associatif sans droit de reprise	7 068 710	393 263	7 461 973	7 461 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	7 367 351	4 019 766	11 387 117	11 387 117
Report à nouveau	4 405 545		4 405 545	4 405 545
Résultat de l'année	4 413 029	-4 413 029	0	-10 770
Total	24 811 476	0	24 811 476	24 800 706

Les fonds propres, comme en 2009 représentent un peu moins de 7 mois de charges d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire, ce qui est une sécurité nécessaire pour le fonctionnement de l'association, engagée dans la durée auprès de ses partenaires.

2.2 Passif circulant

- Les provisions pour risques et charges

Elles correspondent aux provisions passées au titre de la convention FID avec la SIDI pour l'année 2010.

- Les fonds dédiés

La forte augmentation des fonds dédiés correspond pour l'essentiel aux fonds reçus à la suite du tremblement de terre en Haïti et non encore utilisés à la fin de l'année. La collecte s'est élevée à 2 205 225€. Restent actuellement 1 552 405€ dont l'utilisation est affectée à des actions prévues pour 2011.

Le détail de l'ensemble des ressources affectées est consultable à l'annexe **II.1.5**.

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ces dettes du CCFD–Terre Solidaire vis-à-vis de ses fournisseurs, sont principalement liées à l'élaboration et à la fabrication des campagnes de communication.

- Les dettes fiscales et sociales

Elles comprennent principalement les provisions légales pour congés payés, avec les charges sociales correspondantes (638 k€) ainsi que la provision pour mobilité des cadres (912 k€).

- Les dettes diverses

L'essentiel des dettes mentionnées au bilan est lié au partenariat international : ce sont des projets votés restant à payer, des conventions pluriannuelles signées avec les partenaires, ou des projets cofinancés.

3. Fonds de roulement

Le fonds de roulement s'élève à 14.3 M€, et représente autour de 4.1 mois de charges d'exploitation, contre 4 mois en 2009.

4. Hors bilan

4.1 Indemnités de Départ à la Retraite

Ces Indemnités de Départ à la Retraite font l'objet d'un calcul actuariel théorique à partir du nombre de salariés présents au 31/12/2010.

Le calcul s'applique aux salariés ayant le statut employé. Pour les cadres, une provision est comptabilisée dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement de la mobilité professionnelle. L'engagement retraite du CCFD–Terre Solidaire au 31/12/2010 se monte à 188 500€.

4.2 Legs reçus

On constate en 2010 une augmentation des legs soldés dans l'année, notamment pour des dossiers de legs anciens, complexes, et importants en leur montant, et donc des produits enregistrés au compte de résultat, multipliés par 2 depuis l'année 2007. Dans le même temps, le stock de legs à recevoir est plus bas qu'en 2009, environ 5 M€ contre 7.8M€.

4.3 Autres engagements

Au 31/12/2009, les salariés du CCFD–Terre Solidaire avaient acquis 13 096 heures au titre du DIF (Droit Individuel de Formation)

COMPTE DE RÉSULTAT

LIBELLE	2010	2009	Evolution 2010/2009
Collectes	30 652 416	28 781 626	6,5%
Legs - Donations - Assurances Vie	6 370 097	5 669 031	12,4%
Subventions et cofinancements reçus	1 740 963	4 066 863	-57,2%
Ventes de marchandises	305 368	284 753	7,2%
Abonnements et autres	247 802	245 351	1,0%
Autres produits	1 153	13 349	-91,4%
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	385 467	401 693	-4,0%
Reprise des ressources affectées	1 694 749	1 529 819	10,8%
PRODUITS D'EXPLOITATION	41 398 016	40 992 486	1,0%
Achats de marchandises	163 874	150 092	9,2%
Variation de stocks	18 597	1 342	1285,7%
Autres achats et charges externes	10 103 187	7 606 129	32,8%
Impôts, taxes et versements assimilés	741 354	693 061	7,0%
Salaires et traitements	5 873 220	5 442 112	7,9%
Charges sociales	2 516 417	2 349 251	7,1%
Autres charges de personnel	420 918	374 224	12,5%
Subvention SIDI	1 200 000	1 200 034	0,0%
Subventions et cofinancements versés	16 695 889	17 115 189	-2,4%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	527 236	486 009	8,5%
Dotations aux provisions pour risques et charges	114 433	33 442	242,2%
Reports de ressources affectées	3 167 894	1 423 535	122,5%
Autres charges	202 976	114 002	78,0%
CHARGES D'EXPLOITATION	41 745 997	36 988 422	12,9%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-347 982	4 004 063	-108,7%
Produits de participations	0	846	-100,0%
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	536	296	81,3%
Autres intérêts et produits assimilés	315 649	318 247	-0,8%
Différences positives de change	8	117	-93,5%
Reprises de provisions et transferts de charges	22 604	137 841	-83,6%
PRODUITS FINANCIERS	338 797	457 346	-25,9%
Dotations financières aux amortissements et provisions	49 167	19 670	150,0%
Intérêts et charges assimilées	40 903	48 385	-15,5%
Différences négatives de change	185	2 095	-91,2%
CHARGES FINANCIERES	90 255	70 151	28,7%
RESULTAT FINANCIER	248 542	387 196	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	680 808		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	151 278	94 695	
Reprises provisions sur titres de participations	91 734		
Reprises provisions exceptionnelles	14 345		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	938 165	94 695	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35	65	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	785 786	37 312	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	63 255	32 012	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	849 076	69 389	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	89 090	25 306	
Impôts sur les bénéfices	419	3 536	
TOTAL DES PRODUITS	42 674 978	41 544 527	
TOTAL DES CHARGES	42 685 747	37 131 498	
RESULTAT	-10 769	4 413 029	

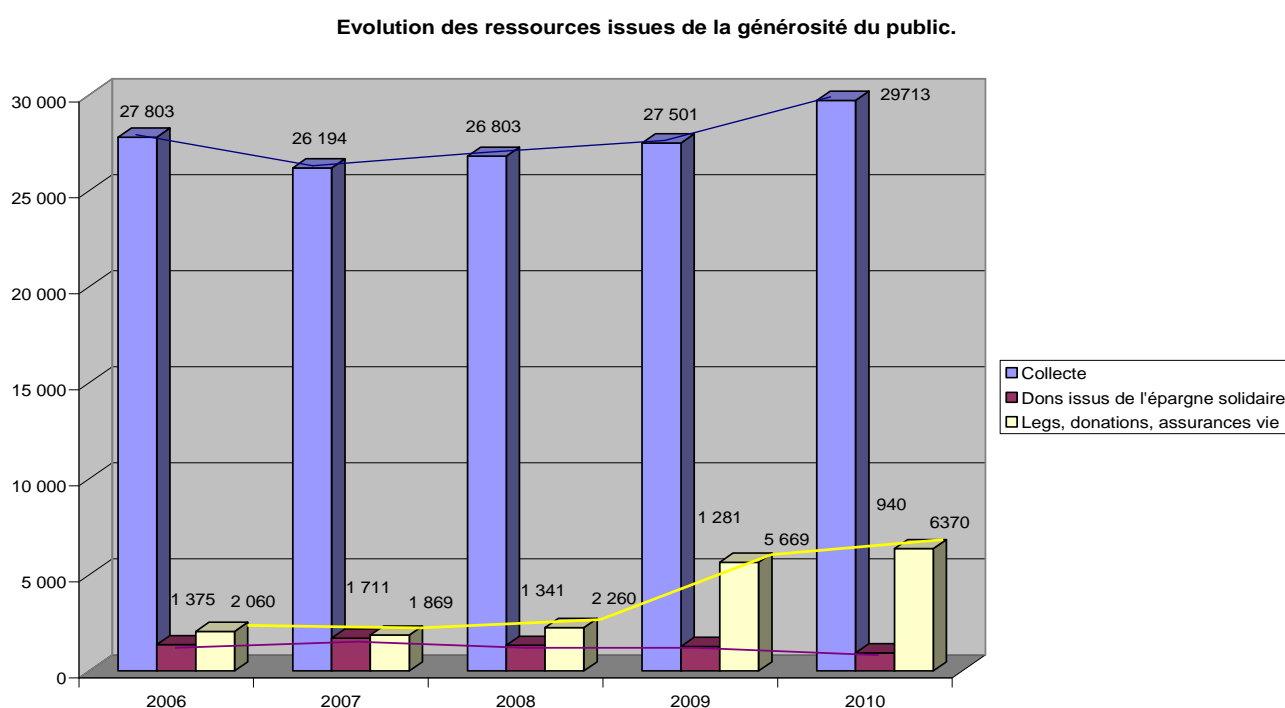
II. Le compte de résultat

Les points clé

- Un résultat très proche de l'équilibre : déficit de 10.7 ke
- Des produits d'exploitation en forte hausse, notamment en raison d'une croissance de la collecte pour une grande part liée aux dons dédiés au tremblement de terre en Haïti, et d'une augmentation des legs encaissés dans l'année.
- Des produits et charges exceptionnels en partie liés à la vente des parts de la SIDI et à l'investissement en compte courant à la SIDI.
- Un résultat financier en légère baisse

1. Produits d'exploitation

1.1 Les produits de la générosité du public



Ce tableau présente les principales rubriques des produits d'exploitation issus de la générosité du public.

Si la collecte et les legs sont en augmentation depuis 2007 les produits issus de l'épargne de partage sont en diminution. Cette diminution est due non pas à une baisse du nombre de souscripteurs mais à la situation du marché boursier.

L'augmentation significative de la collecte en 2010 est liée à l'appel aux dons pour Haïti. (Total 2 205 225€)

1.2 Cofinancements et subventions

Les cofinancements reçus hors subventions (incluant les frais administratifs) s'élèvent à 1 622 ke, en forte diminution par rapport à 2009.

Ils proviennent de plusieurs bailleurs :

Bailleur	2010	2009	2008
Union Européenne	828	3 422	928
Ministère Affaires Etrangères	548	443	1 414
Autres	246	93	222
Total	1 622	3 958	2 564

L'importance des cofinancements 2009 était due à la signature, en novembre 2009, d'un contrat de cofinancement avec l'Union Européenne d'un montant total de 4 M€ pour un programme alimentaire en Guinée Conakry, dont la moitié est enregistrée en 2009. La deuxième moitié de ce programme sera versée en 2011.

Les subventions légèrement supérieures à celles de 2009 par suite du reclassement de la comptabilité des délégations diocésaines concernent essentiellement des actions d'éducation au développement.

1.3 Autres ressources

Il s'agit principalement :

- des ventes de marchandises, réalisées à travers la boutique solidaire et les Délégations Diocésaines, et pour l'année 2010 au travers d'un catalogue de vente en direct. L'augmentation des ventes de marchandise est relative. L'essai d'un catalogue de vente en directe conduit à une augmentation des recettes **et** des dépenses (13 782€ de dépenses supplémentaires) dans les comptes.
- des abonnements à Faim et Développement Magazine et à la lettre du CCFD-Terre Solidaire.
- des loyers perçus par le CCFD-Terre Solidaire sur l'utilisation de certains de ses locaux, ou sur les biens immobiliers compris dans certains legs. La vente de ces biens immobiliers conduit bien sûr à la perte des loyers correspondants.

1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge

Ce montant concerne principalement les transferts de charges de salaires imputables à des projets cofinancés, ainsi que des remboursements divers. La nouvelle comptabilité des délégations diocésaines, en permettant une meilleure affectation des recettes et dépenses entraîne des variations sur certaines lignes résultant uniquement de reclassement. C'est le cas de la diminution visible dans cette rubrique.

1.5 Reprise de ressources affectées

Il s'agit de l'utilisation au cours de l'année des dons affectés par les donateurs, et collectés dans l'année ou lors des années précédentes.

Le CCFD–Terre Solidaire s’efforce d’utiliser ces fonds le plus rapidement possible après leur collecte, lorsque les projets présentés par ses partenaires correspondent à leur destination.

	Solde initial	Dons dédiés collectés dans l’année	Dons dédiés utilisés dans l’année	Solde final
En 2007	950 534	750 761	562 208	1 139 087
En 2008	1 139 087	727 604	1 530 756	335 936
En 2009	335 936	1 423 535	1 529 819	229 652
En 2010	229 652	3 167 894	1 694 749	1 702 797

Les dons dédiés Haïti sont la cause de l’augmentation du solde final des dons dédiés.

Les 1 552 405€ restant pour Haïti seront utilisés en 2011 et 2012 pour financer les projets faisant suite au séisme présentés par les partenaires.

2. Charges d’exploitation

2.1 Achats nets de marchandise

Ils comprennent les achats pour la boutique solidaire. Un essai d’un catalogue de vente par correspondance géré directement par le CCFD-Terre Solidaire a été réalisé. Il conduit à une augmentation dans nos comptes des achats et des ventes de marchandises. Le résultat est sans impact significatif sur les comptes.

2.2 Autres achats et charges externes

Cette ligne recouvre une grande diversité de dépenses, parmi lesquelles :

	Montant 2010	Montant 2009
Etudes et sous-traitances	556 776	505 326
Eau gaz électricité	50 609	43 068
Frais divers de gestion	681 196	724 040
Locations Immobilières dont salle de réunion	366 187	364 733
Informatique maintenance et fourniture	326 488	335 886
Honoraires et honoraires d’avocat	1 434 054	567 945
Annonces et insertions	2 058 286	904 115
Catalogues et imprimés	1 492 914	1 193 007
Personnel Missions et déplacements	1 340 556	1 324 954
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 796 120	1 643 056
Total	10 103 187	7 606 130

Les augmentations sont liées à la politique de communication, dont la campagne « aidons l’argent », en direction du grand public, développée sur l’année 2010.

2.3 Frais de personnel

	2010	2009	Variation
Salaires	5 709 916	5 321 056	388 860
Variation de congés payés	9 903	-23 613	33 516
Indemnités diverses	144 611	135 874	8 737
Indemnités de fin de CDD	8 790	8 795	-5
Salaires et traitements	5 873 220	5 442 112	431 108
URSSAF	1 632 064	1 521 831	110 233
Mutuelles	102 613	97 845	4 768
Retraite prévoyance AXA	66 454	62 422	4 032
ASSEDIC	249 676	226 661	23 015
Caisses de retraite	453 391	431 979	21 412
Autres charges	12 219	8 512	3 707
Cotisations sociales	2 516 417	2 349 251	167 167
Charges sur congés payés	4 712	-10 607	15 319
Tickets restaurant	199 306	185 415	13 891
Titres de transport	48 782	45 367	3 415
Médecine du travail	19 997	20 986	-988
Formation Contrats cadres	107 849	98 519	9 330
Subvention CE	28 187	26 455	1 732
Autres charges sociales	12 084	8 088	3 996
Autres charges sociales	420 918	374 224	46 694
TOTAL	8 810 556	8 165 587	644 969

Les frais de personnel sont en hausse de 7.9% en raison, principalement, de la hausse des effectifs des salariés en équivalent temps plein (+5.9 en 2010 versus 2009)

Les frais de personnel représentent en 2010 de 21.1% des charges d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire, contre 22.07 en 2009.

2.4 Subventions accordées

Il s'agit principalement des subventions versées aux partenaires du CCFD-Terre Solidaire pour soutenir les projets qu'ils élaborent.

Détail des subventions et cofinancements	2010	2009	2008	2007
Subventions à des initiatives de partenaires sur ressources propres	14 242 659	12 211 091	12 155 912	12 461 205
Subventions à des initiatives de partenaires sur fonds bailleurs	1 368 428	3 814 449	2 350 772	3 690 417
Autres modes de soutien à des partenaires (formation, échanges, évaluation, plaidoyer, etc...)	888 027	810 111	800 449	1 155 713
Autres subventions à des partenaires	196 775	279 538	523 744	327 807
Total	16 695 889	17 115 189	15 830 877	17 635 142

Il faut noter cette année la forte augmentation - 2M€ - des subventions sur ressources propres. La forte baisse des cofinancements en 2010 n'a pas entraîné de diminution équivalente du soutien aux partenaires.

3. Résultats financier et exceptionnel

	2007	2008	2009	2010
Résultat d'exploitation	-1 183	-159	4 004	-348
Résultat financier	775	569	387	249
Résultat exceptionnel	-50	38	25	89

Les revenus des placements financiers ont été maintenus en 2010 par un allongement des durées de placements de trésorerie lorsque cela était possible. Le résultat financier est en baisse à la suite d'une diminution des reprises de provisions en 2010.

Le résultat exceptionnel est lié à la cession des titres SIDI et à la sortie Scoop El Amal du portefeuille et à la reprise de provision des comptes courants CIRIC.

Compte d'emploi des ressources 2010

Tous les chiffres sont en k€

EMPLOIS (Dépenses)	Réalise 2008		Réalise 2009		Réalise 2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Projets Afrique	4 385	12,3%	6 586	18,5%	5 378	13,9%
Projets Amérique Latine	3 090	8,6%	2 758	7,7%	4 038	10,4%
Projets Asie, Océanie	3 093	8,6%	3 424	9,6%	3 259	8,4%
Projets Europe de l'Est	832	2,3%	858	2,4%	987	2,6%
Projets Migrants	863	2,4%	711	2,0%	793	2,1%
Projets Bassin Méditerranéens	1 828	5,1%	1 931	5,4%	1 468	3,8%
Autres actions toute zone	1 420	4,0%	1 026	2,9%	868	2,2%
Suivi accompagnement Projets	3 300	9,2%	3 198	9,0%	3 292	8,5%
Subvention Sidi	1 180	3,3%	1 200	3,4%	1 309	3,4%
Appui aux partenaires	19 993	55,9%	21 692	60,8%	21 392	55,3%
Education au développement	5 998	16,8%	5 714	16,0%	7 358	19,0%
Evènement spécial	1 027	2,9%	0	0,0%	191	0,5%
Achats de produits solidaires	150	0,4%	221	0,6%	287	0,7%
Education au développement	7 175	20,1%	5 935	16,6%	7 837	20,3%
Total des missions sociales	27 168	75,9%	27 627	77,4%	29 229	75,6%

Frais de collecte	3 404	9,5%	3 527	9,9%	4 174	10,8%
Frais traitement dons	710	2,0%	665	1,9%	668	1,7%
Frais appel à la générosité	4 114	11,5%	4 191	11,7%	4 842	12,5%
Frais communication	436	1,2%	273	0,8%	824	2,1%
Frais de fonctionnement	3 821	10,7%	3 510	9,8%	3 683	9,5%
Charges financières	237	0,7%	86	0,2%	90	0,2%
Autres frais	4 494	12,6%	3 869	10,8%	4 598	11,9%
TOTAL DES EMPLOIS	35 776	100,0%	35 687	100,0%	38 669	100,0%
Report de ress. affectées	728		1 424		3 168	
Charges exceptionnelles	4 286		21		849	
EXCEDENT	447		4 413		0	
TOTAL GENERAL	41 238		41 545		42 686	

RESSOURCES	Réalise 2008		Réalise 2009		Réalise 2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dons ordinaires non affectés	26 645	75%	27 234	68,2%	27 335	68,3%
Dons ordinaires affectés	122	0%	2 666	0,7%	2 377	5,9%
Dons issus de l'épargne solidaire non affectés	1 103	0%	71	0,2%	77	0,2%
Dons issus de l'épargne solidaire affectés	1 238	3%	1 210	3,0%	863	2,2%
Legs / donations / assurances vie	2 260	6%	5 669	14,2%	6 370	15,9%
Total de la générosité du public	30 369	86%	34 451	86,3%	37 023	92,5%
Cofinancements hors Frais Administratifs	2 352	7%	3 816	9,6%	1 368	3,4%
Frais Administratifs des cofinancements	213	1%	142	0,4%	254	0,6%
Subventions	182	1%	94	0,2%	102	0,3%
Abonnements	189	1%	245	0,6%	161	0,4%
Vente de produits solidaires	357	1%	285	0,7%	361	0,9%
Autres ressources	529	1%	430	1,1%	433	1,1%
Produits financiers	806	2%	457	1,1%	339	0,8%
Recettes RN - Evénements nationaux	385	1%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL DES RESSOURCES	35 382	100%	39 920	100,0%	40 042	100,0%
Reprise de ressources affectées	1 525		1 530		1 695	
Produits exceptionnels	4 330		95		938	
DEFICIT			0		11	
TOTAL GENERAL	41 238		41 545		42 686	

Tous les chiffres sont en k€

EMPLOIS DE L'EXERCICE	Emplois 2010 = compte de résultat	Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2010
1- MISSIONS SOCIALES	29 114	27 256
1.1 Réalisées en France	7 831	7 233
Actions réalisées directement	1 200	1 309
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	3 292	3 292
1.2 Réalisées à l'étranger	16 791	15 423
Actions réalisées directement	4 842	4 842
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	4 842	4 842
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	5 398	3 575
		35 673
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU CR	39 354	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	164	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	3 168	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
V - TOTAL GENERAL	42 686	
Vbis - PART DES ACQUISITIONS D'IMMOS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCEES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
VI - NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOS FINANCEES A COMPTER DE LA 1ere APPLICATION DU REGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		35 673

RESSOURCES	Ressources collectées en 2010 = compte de résultat	Ressources collectées auprès du public et consommées en 2010
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		11 387
1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	37 023	37 023
1.1 Dons et legs collectés	36 082	36 082
1.2 Autres produits liés à l'appel à la GP	940	940
2 - AUTRES FONDS PRIVES	0	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 725	
4 - AUTRES PRODUITS	2 071	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	40 818	
II - REPRISES DE PROVISIONS	162	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 695	
IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		-1 473
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	11	
VI - TOTAL GENERAL	42 686	35 549
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		35 673
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		11 263

III. Le CER – Compte d’Emploi des Ressources

Les points clé

- L’utilisation du CER nouveau format pour la deuxième année – l’ancien format a été également réutilisé pour permettre la comparaison des années.
- Un engagement renforcé du CCFD–Terre Solidaire auprès de ses partenaires.
- Des dépenses de fonctionnement maîtrisées.

1. Construction du CER

Défini et encadré par un ensemble de textes s’appliquant aux organisations faisant appel à la générosité du public, le Compte d’Emploi des Ressources (CER), fait partie intégrante de l’annexe des comptes annuels depuis 2005.

Le Comité de la Réglementation Comptable (CRC) a adopté en 2008 un règlement (n° 2008-12 du 7 mai 2008) fixant plus précisément les règles d’établissement du CER, en modification du règlement n°99-01, texte qui s’applique pour les comptes ouverts à partir du 1^{er} janvier 2009. C’est donc ce texte qui sert de fondement à l’élaboration du CER 2010 du CCFD–Terre Solidaire. Le CER version antérieure est présenté afin de mettre en évidence les évolutions de l’année.

La mise en œuvre de cette nouvelle réglementation a fait l’objet de plusieurs décisions du Conseil d’Administration du CCFD–Terre Solidaire, détaillées dans les annexes.

2. Ressources

2.1 Ressources issues de la générosité du public

Le montant des ressources issues de la générosité du public s’élève en 2010 à 37 023K€, en augmentation de plus de 7.46 % par rapport à l’année 2009.

Soulignons également que cette forte hausse de la générosité du public repose beaucoup sur l’augmentation des legs, donations et assurances-vie, qui représentent en 2010 15.9% de nos ressources contre 6% en 2008.

L’importance de la collecte en faveur d’Haïti très proche en date de la collecte de carême a produit un léger tassement de celle-ci.

Compte tenu du faible montant des cofinancements et des revenus financiers le poids relatif des ressources issues de la générosité du public dans l’ensemble des ressources 2010 du CCFD–Terre Solidaire s’élève à plus de 92.5% du total.

2.2 Autres ressources

Les ressources issues des cofinancements sont particulièrement faibles en 2010.

Hors les cofinancements, le CCFD–Terre Solidaire dispose d’autres ressources dont l’impact est moindre, parmi lesquelles :

- les **frais administratifs prélevés sur les cofinancements** : ces montants, contractuels, varient entre 6 et 10% du montant des projets cofinancés, selon les bailleurs. Ils permettent de couvrir les frais de structure du CCFD–Terre Solidaire.

- les **abonnements à « Faim & Développement Magazine » et à la « Lettre Aux Donateurs »**, publications d'intérêt général destinées à informer les bénévoles, les donateurs et le grand public.
- la **vente de produits solidaires**, corollaire du soutien du CCFD-Terre Solidaire au développement du commerce équitable.

Il convient de souligner l'érosion des **ressources financières**, produit du placement de la trésorerie du CCFD-Terre Solidaire

Les placements du CCFD-Terre Solidaire se font en SICAV de trésorerie dont les intérêts sont actuellement particulièrement faibles.

3. Ressources affectées aux missions

3.1 Partenariat international

Le montant des dépenses de l'année liées à la mission de partenariat international se monte à 21 392k€, soit plus de 55 % des dépenses de l'année.

Ce montant comprend toutes les dépenses directement liées au partenariat international, à savoir les subventions versées aux partenaires (*cf. Compte de Résultat 2.4*), mais aussi les salaires et les frais de déplacement des salariés en charge de la gestion partenariale, regroupées dans la ligne Suivi et Accompagnement de projets.

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire vis-à-vis de ses partenaires a été maintenu en 2010 au niveau de 2009 malgré la baisse des cofinancements de 2448K€.

Le CCFD-Terre Solidaire a augmenté son aide sur fonds propres de près de 2M€. Une partie de cette augmentation s'est réalisée au travers de la signature de conventions pluriannuelles facteurs de garantie de continuité pour nos partenaires dans le soutien à leur action.

	Nombre de conventions signées	Montant de conventions signées
2008	6	889 250
2009	8	1 743 895
2010	13	3 210 801

3.2 Education au développement

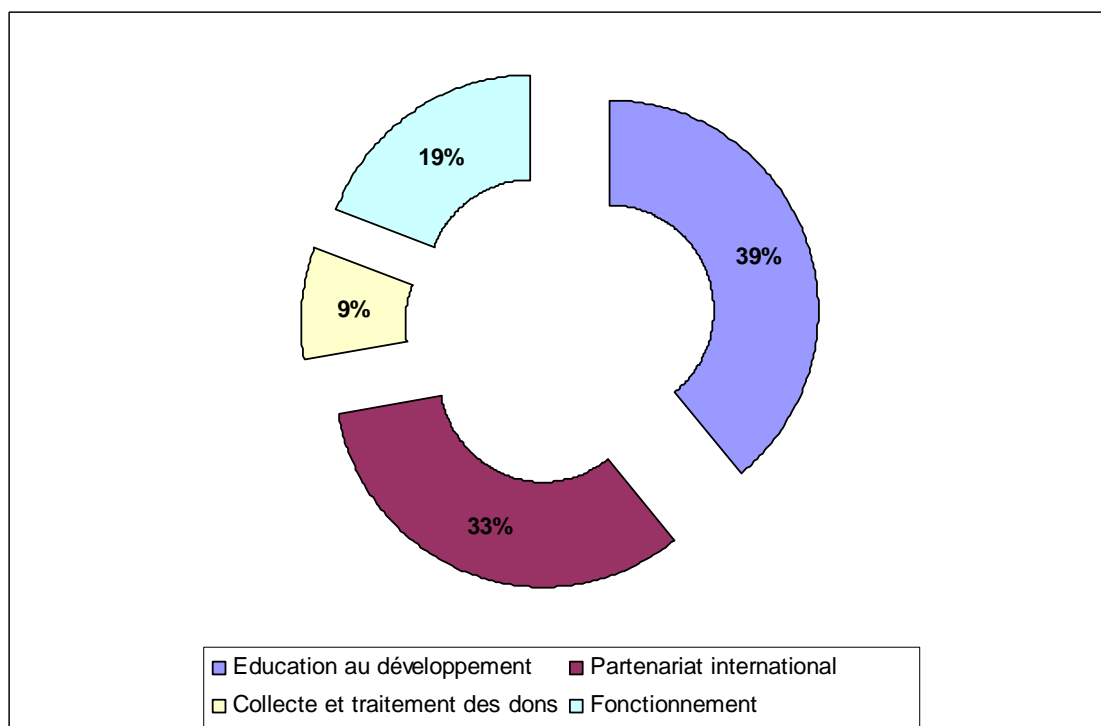
La ligne Education au Développement comprend toutes les dépenses liées à la mission d'Education au Développement du CCFD-Terre Solidaire, soit les créations pédagogiques, la formation, l'animation sur le territoire français. Elle comprend en particulier cette année la campagne « Aidons l'Argent » dans laquelle l'ensemble de l'action du CCFD-Terre Solidaire pour une économie plus juste – lutte contre les paradis fiscaux, promotion de la finance solidaire... - était investi. L'augmentation de la ligne Education au développement est majoritairement due à cette campagne.

3.3 Plaidoyer

Le plaidoyer, qui vient en appui aux missions de Partenariat International et d'Education Au Développement se répartit entre ces deux postes, à raison de 75% pour le partenariat, et 25% pour l'Education au Développement. Les dépenses de plaidoyer sont légèrement supérieures à 600 k€.

3.4 Masse salariale

72% de la masse salariale est directement dédiée aux missions sociales, éducation au développement et partenariat international.



4. Ressources affectées aux autres dépenses

4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public

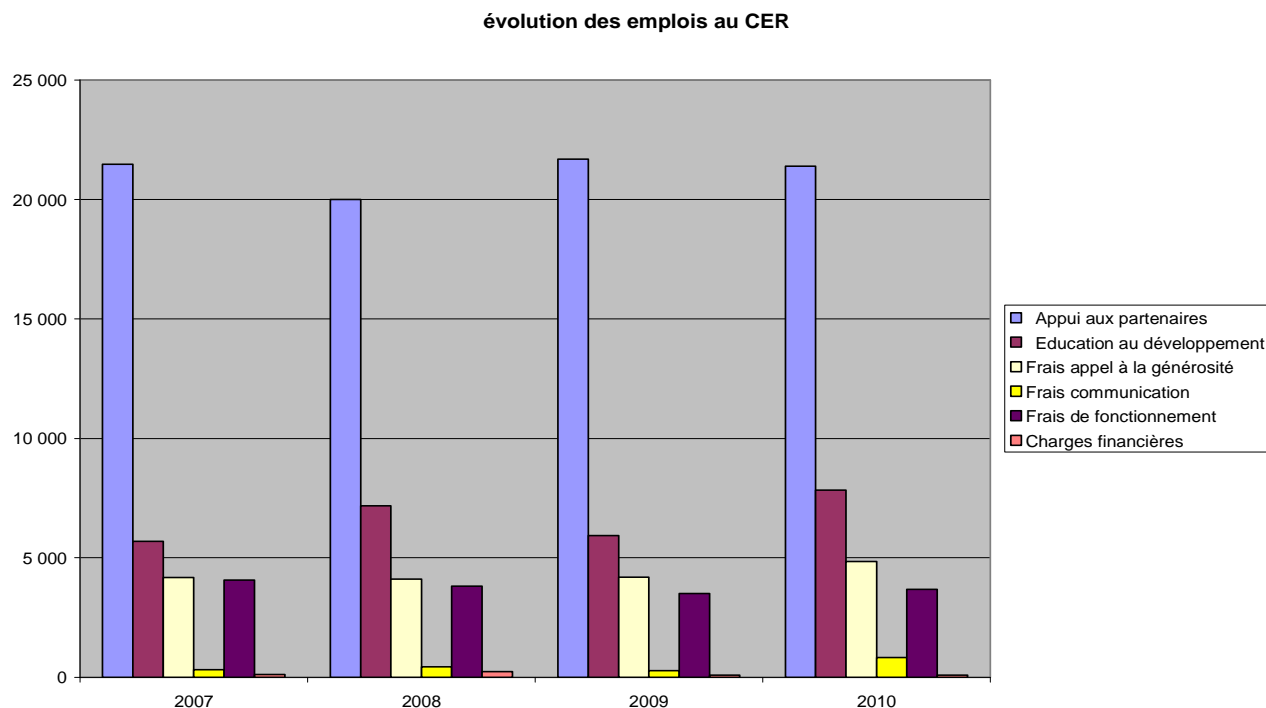
Les frais d'appel à la générosité du public sont en hausse en valeur absolue, autour de 4,8M€, et en pourcentage des dépenses. Ces dépenses, indispensables, sont strictement maîtrisées en 2010.

Le ratio d'efficacité de la collecte est stable 6,33, soit un retour de 6,33€ en collecte, pour 1€ consacré à cette collecte. Ce ratio passe à 7.64 si l'on considère toute la générosité du public, donc en incluant les legs.

4.2 Frais de communication, de fonctionnement

Les autres frais sont en hausse par rapport à 2009, En raison des dépenses de communication et des dotations aux amortissements des systèmes informatiques.

Ce graphique rappelle, pour les 4 dernières années, la répartition des emplois dans le CER.



5. Que dit le nouveau Compte d'Emploi des Ressources ?

Emploi des ressources collectées auprès du public :

- 73.61% des recettes collectées auprès du public ont été utilisées pour la mission sociale
- 13.07% pour les frais de recherche de fonds
- 9.65% pour les frais de fonctionnement et de communication

Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées dans l'année est de 11 263K€ en légère diminution (124k€).

IV. Autres informations

1. Effectifs du CCFD–Terre Solidaire

Au 31/12/2010	Nombre de salariés	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Au 31/12/2009
CDI	160	56	104	63	97	155
CDD	11	2	9	4	7	8
Effectif total	171	58	113	67	104	163

2. Bénévolat

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire repose beaucoup sur le bénévolat. Compte tenu de la complexité de l'organisation, il n'a pas été possible, en 2010, d'évaluer ces concours bénévoles. Notons cependant qu'un travail est en cours pour en évaluer le nombre d'heures de travail bénévole dont bénéficie le CCFD–Terre Solidaire. Notons aussi que les nouveaux statuts, en autorisant et en formalisant l'adhésion individuelle, permettront au CCFD–Terre Solidaire de mieux évaluer le nombre de ses bénévoles.

Conclusion : Evénements post-clôture et perspectives

La nouvelle base de données projets a été mise en activité.

Les célébrations des 50 ans du CCFD-Terre Solidaire ont débuté à Paris et dans les Régions.

V. Résolutions

Résolution n°1

Après avoir entendu la présentation des comptes par le Trésorier National et l'avis du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'année 2010 et donné quitus aux administrateurs de leur gestion.

Résolution n°2

L'assemblée Générale, réunie le 7 Mai 2011, a décidé d'affecter le résultat 2010, déficitaire de 10 770€, pour maintenir le compte de suivi des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées de la manière suivante :

- en ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées - 123 845€
- en report à nouveau +113 075€

Fonds propres	Au 31/12/2009	Au 31/12/2010	Affectation résultat 2010	Au 31/12/2010 après affectation du résultat
Ecart de réévaluation libre	1 556 840	1 556 840		1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise	7 461 973	7 461 973		7 461 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	11 387 117	11 387 117	-123 845	11 263 272
Report à nouveau	4 405 545	4 405 545	113 075	4 518 621
Résultat de l'année		-10 770	10 770	
Total	24 811 476	24 800 706	0	24 800 706

ANNEXES COMPTABLES

ANNEXES COMPTABLES	30
I. Principes et méthodes comptables	32
I.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles.....	32
I.1.1 Règles d'amortissements	33
I.1.2 mise en place de la méthode des composants	33
I.2 Les titres de participation	34
I.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël	34
I.4 Les soldes bancaires	34
I.5 Les valeurs mobilières de placement	35
I.6 Les fonds dédiés.....	35
I.7 Les legs.....	35
I.8 Les projets et les projets cofinancés	35
I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt	36
I.10 Les Délégations Diocésaines	36
I.11 Les salaires des dirigeants.....	36
I.12 Les honoraires des commissaires aux comptes	36
I.13 Effectifs du CCFD–Terre Solidaire	36
II. Informations relatives à l'actif	37
II.1 Immobilisations incorporelles	37
II.2 Immobilisations corporelles	38
II.2.1 Constructions	38
II.2.2 Autres immobilisations corporelles	39
II.3 Titres de participation	40
II.4 Créances rattachées à des participations	40
II.5 Détail des prêts.....	41
II.6 Détail des autres créances.....	41
II.7 Echéance des créances	42
II.8 Valeurs mobilières de placement	43
II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement	43
II.10 Charges constatées d'avance	43
III. Informations relatives au passif	44
III.1 Fonds propres.....	44
III.2 provisions pour risque et charges	44
III.3 Fonds dédiés.....	44
III.4 Fournisseurs et comptes rattachés.....	45
III.5 Détail des dettes fiscales et sociales	46
III.6 Détail des autres dettes.....	46
III.7 Échéances des dettes.....	47
IV. Engagements hors bilan	48
IV.1 Engagements retraite.....	48
IV.2 Legs.....	48
IV.3 Autres engagements.....	48
IV.4 Contributions volontaires en nature	48
IV.5 Participation au FID.....	49
V. Informations relatives au compte de résultat	49
V.1 Détail des autres achats et charges externes.....	49
V.2 Le résultat financier.....	49
V.3 Le résultat exceptionnel	50
VI. Compte d'Emploi des Ressources (CER)	51
VI.1 Le nouveau format	51
VI.2 Définitions.....	51
VI.3 Stock initial de générosité du public	52

VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois	52
II. Filiales et participations	54
VII.1 Tableau des filiales et participations.....	54
VII.2 La SIDI	55

Les éléments développés dans l'annexe ont pour objectif de compléter et d'explicitier les informations du bilan et du compte de résultat. Ces notes et annexes sont issues de la comptabilité générale du CCFD–Terre Solidaire et font partie intégrante des comptes annuels.

I. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de Règlementation Comptable qui codifient les règles spécifiques applicables aux associations.

L'association a également pris en compte pour la première fois en 2010, les nouvelles dispositions du règlement CRC n°2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs, ainsi que le règlement CRC 2008-12 fixant les règles d'élaboration du Compte d'Emploi des Ressources.

I.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Le patrimoine immobilier du CCFD–Terre Solidaire est constitué du siège de l'association à Paris, de locaux de délégations diocésaines à Strasbourg et à Nantes, d'un Espace d'Animation à Lourdes, et enfin d'un immeuble parisien occupé pour partie par la Sidi, filiale du CCFD–Terre Solidaire et pour partie par la délégation diocésaine de Paris. Ces immeubles constituent des biens indissociables de l'activité du CCFD–Terre Solidaire et leur valeur, considérée d'utilité, a fait l'objet d'un amortissement à compter de l'exercice 2004.

L'ensemble des immobilisations a fait l'objet d'une réévaluation libre au 1^{er} janvier 1997, sur la base des valeurs nettes comptables au 31 décembre 1996. Les biens immobiliers ont été évalués à titre d'expert, comme indiqué ci-dessous.

Locaux		Valeur au 31/12/1996	Montants réévalués au 01/01/1997
Siège du CCFD	75001 - Paris	4 843 037	5 893 679
Immeuble rue Guy de la Brosse	75005 - Paris	0	839 994
Espace Rencontre	65100 - Lourdes	96 043	83 847
Délégation Diocésaine	67000 - Strasbourg	73 176	101 379
Délégation Diocésaine	44000 - Nantes	167 694	152 449
Total		5 179 950	7 071 347

En 2009, la valeur des terrains a été isolée dans la valeur totale des constructions pour les immeubles dont le CCFD–Terre Solidaire possède la totalité, à savoir le 4 rue Jean Lantier, l'immeuble de la rue Guy de la Brosse, et l'Espace Rencontre à Lourdes. C'est une expertise menée sur les immeubles du CCFD–Terre Solidaire en décembre 2008 qui a permis d'isoler la valeur du terrain dans la valeur de la construction, à partir d'un pourcentage fourni par l'expert : 15% pour le 4 rue Jean Lantier, 20% pour la rue Guy de la Brosse.

I.1.1 Règles d'amortissements

Les règles actuelles d'amortissement des immobilisations ont fait l'objet d'un changement de méthode comptable avec le passage à la méthode des composants.

Elles sont détaillées ci-dessous. Elles correspondent à leur durée d'utilisation. La durée d'amortissement des honoraires d'architecte est conformée à la durée d'amortissement des travaux sur lesquels portaient ces honoraires à partir de l'année 2010. De même c'est à partir de l'exercice 2010 que – autant que faire se peut – chacun des travaux engagés est rattaché à son lot d'immeuble.

Les immeubles (constructions) ont été séparés en différents composants selon la méthode des composants.

REGLES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

après passage en méthode des composants pour les biens immobiliers

Nature des biens à amortir	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Logiciels informatiques	Linéaire	2 - 3 ans
Immobilisations corporelles		
<i>gros œuvres (*)</i>	<i>Linéaire</i>	<i>100 ans</i>
<i>Façades et toitures (*)</i>	<i>Linéaire</i>	<i>30 ans</i>
<i>Chauffage (*)</i>	<i>Linéaire</i>	<i>20 ans</i>
<i>Aménagements décoration(*)</i>	<i>Linéaire</i>	<i>15 ans</i>
Installations techniques et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Matériel informatique de gestion	Linéaire	3 ans
Matériel informatique des Délégations Diocésaines	Linéaire	5 ans

(*) changements suite à la mise en place de la méthode des composants

I.1.2 mise en place de la méthode des composants

En application des normes comptable nous avons en 2010 appliqué la méthode des composants pour les biens immobiliers (constructions et travaux)

L'ensemble des biens immobiliers ont été décomposés en 4 natures de composant : au 1 janvier 2010, (hors sorties de l'année en cours 2010)

- Gros œuvre,
- Façades et toitures,
- Chauffage,
- Aménagement décorations...

Selon une répartition validée par nos commissaires aux comptes

Ce reclassement a été appliqué de la même manière sur les Valeurs Brutes et les Amortissements Cumulés au 1 Janvier 2010. Les entrées 2010 ont été allouées selon les nouvelles catégories de biens.

Pour tenir compte de l'ancienneté moyenne des biens immobiliers, nous avons pris l'hypothèse que ces biens avaient déjà passé 30 % de leur durée de vie en moyenne

Résumé des hypothèses ;

Quote-part	Hypothèse Quote-part	Base 100 ans en tenant compte des années amorties		Base 100 ans sans tenir compte des années amorties	
		Durée d'amortissement	taux d'amortissement	Durée d'amortissement (nouvelles acquisitions)	taux d'amortissement
Gros œuvres	60%	70	1,43%	100	1,00%
Façades et toitures	15%	20	5,00%	30	3,33%
Chauffage, clim etc.	15%	14	7,14%	20	5,00%
Agencement, Décoration	10%	10	10,00%	15	6,67%

L'impact du changement de méthode de ce reclassement est de 13K€ de dotation supplémentaire sur le stock d'immobilisations 2009 (sans inclure l'impact sur les nouvelles acquisitions 2010).

1.2 Les titres de participation

Les titres de participation sont évalués au bilan du CCFD–Terre Solidaire selon la situation nette apparaissant au dernier bilan des filiales ou entreprises dont le CCFD–Terre Solidaire détient des participations. Lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur historique figurant au bilan, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de l'écart constaté.

1.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël

Le CCFD–Terre Solidaire adresse à ses donateurs un mailing pour Noël. Les dons reçus, datés de 2010, encaissés en début 2011 sont rattachés à l'exercice 2010. Ils sont comptabilisés en recettes dans le compte de résultat, et en dons à recevoir dans les « autres créances » du bilan.

1.4 Les soldes bancaires

Les comptes principaux du CCFD–Terre Solidaire fonctionnent en soldes fusionnés. La présentation des soldes bancaires au bilan est réalisée en soldes compensés par établissement afin de donner une image fidèle des disponibilités réelles de l'association à la clôture des comptes.

I.5 Les valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La comparaison de ce montant avec la valeur estimée de réalisation du portefeuille en fin d'année conduit – ou non – à enregistrer une provision pour dépréciation.

I.6 Les fonds dédiés

Les fonds dédiés répondent à l'institution du suivi comptable des dons dédiés datant du règlement comptable du 16/02/1999. Ils sont constitués par zone géographique, et le suivi analytique permet d'en analyser la destination pays par pays ou partenaire par partenaire.

Ces fonds sont constitués des dons dédiés par les donateurs, soit de manière spontanée, soit en réponse à un appel d'urgence lancé par le CCFD–Terre Solidaire dans le cas de catastrophes naturelles ou de conflits (appels pour Haïti en 2010). Les produits issus des deux Fonds Communs de Placement, Eurco Solidarité et Faim&Développement sont également comptabilisés en dons dédiés.

I.7 Les legs

Les legs et donations sont enregistrés en produit lorsqu'ils sont entièrement réglés. Auparavant, ils sont suivis en compte de tiers « legs en cours » pendant la durée de leur règlement.

Le stock de legs à recevoir, estimé au 31 décembre selon les informations disponibles à la clôture, est pris en compte dans les éléments hors bilan.

I.8 Les projets et les projets cofinancés

Les projets sont enregistrés en charge et en dette dès leur validation par le Conseil d'Administration, après instruction et avis du Comité Permanent de Financement (CPF). L'engagement du CCFD–Terre Solidaire est alors ferme, et matérialisé par l'envoi d'un courrier de confirmation aux partenaires concernés.

Le CCFD–Terre Solidaire signe depuis l'exercice 2007 des conventions pluriannuelles avec certains de ses partenaires, permettant le financement de leurs projets sur une période de 3 ans. L'intégralité de la charge est enregistrée l'année de la signature de la convention.

Les sommes votées non décaissées sont régulièrement réutilisées pour le même partenaire ou pour des projets dans le même pays après validation du Conseil d'Administration. Elles sont reprises en compte de résultat, au débit du compte de charges « subventions versées », et au crédit d'un sous-compte de charge « reprises de Projets Restant A Payer », sans impact, donc, sur le résultat, sur la présentation du résultat ni sur les recettes du CCFD–Terre Solidaire.

Enfin les cofinancements sont enregistrés à leur versement, et non à la signature du contrat avec le cofinanceur. N'est comptabilisée en recette que la somme versée, et non l'engagement total du bailleur.

I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt

Le CCFD–Terre Solidaire a mis en place depuis l'exercice 2000 un secteur fiscalisé, qui comprend :

- l'activité d'élaboration, d'impression et d'envoi des publications du CCFD–Terre Solidaire (Faim & Développement Magazine, Lettre Aux Donateurs), ainsi que les abonnements correspondants
- l'activité de vente de produits issus du commerce équitable ainsi que des produits annexes (par exemple cartes de vœux, cartes Peters,...)

Cette activité fiscalisée génère une déclaration. Étant déficitaire, elle ne génère aucun impôt.

Le CCFD–Terre Solidaire effectue également une déclaration mensuelle de TVA.

Par ailleurs, le CCFD–Terre Solidaire calcule, enregistre, et paye des impôts sur ses revenus fonciers (loyers) et sur les revenus de ses capitaux mobiliers, au taux de 24%. Cet impôt représente 419 € en 2010.

I.10 Les Délégations Diocésaines

L'action du CCFD–Terre Solidaire sur le territoire français est menée par 99 Délégations Diocésaines, établissements du CCFD–Terre Solidaire. Elles ont notamment en charge l'animation, l'éducation au développement, la collecte.

Leur comptabilité, tenue tout au long de l'année, est intégrée en fin d'exercice à la comptabilité du siège.

I.11 Les salaires des dirigeants

Les trois principaux dirigeants du CCFD-Terre Solidaire président, trésorier, secrétaire général sont tous bénévoles.

I.12 Les honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au code du commerce (art.R123-198), le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 52 987.87€TTC dont 45 687.20€liés au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et 7 300.67€TTC liés à une attestation sur projet cofinancés.

I.13 Effectifs du CCFD–Terre Solidaire

Au 31/12/2010	Nombre de salariés	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Au 31/12/2009
CDI	160	56	104	63	97	155
CDD	11	2	9	4	7	8
Effectif total	171	58	113	67	104	163

II. Informations relatives à l'actif

II.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2010	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2010
Base de données gestion des projets	27 327	41 364	15 091	53 600
Micro - informatique individuelle	141 861		13 692	128 168
Base de données gestion des dons	866 975		88 070	778 905
Système comptable	281 891	1 378	57 226	226 043
Système gestion des dons des DD	79 372		64 070	15 302
Site intranet du CCFD	7 535	89 102	0	96 637
Immobilisations en cours				
<i>Base de données partenariat</i>	104 454	164 134	130 466	138 122
Total	1 509 415	295 978	368 615	1 436 778

Immobilisations incorporelles - amortissements	Cumul dépréciations 01/01/2010	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2010
Base de données gestion des projets	27 327	6 951	15 091	19 187
Micro - informatique individuelle	141 861		13 692	128 168
Base de données gestion des dons	866 975		88 070	778 905
Système comptable	201 281	60 430	57 226	204 486
Système gestion des dons des DD	79 372		64 070	15 302
Site intranet du CCFD	1 393	26 145	0	27 538
Total	1 318 210	93 526	238 150	1 173 586

Immobilisations incorporelles - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2009	Valeur nette 31/12/2010
Base de données gestion des projets	0	34 413
Micro - informatique individuelle	0	0
Base de données gestion des dons	0	0
Système comptable	80 609	21 557
Système gestion des dons des DD	0	0
Site intranet du CCFD	6 141	69 099
<i>Immobilisations en cours</i>	104 454	138 122
Total	191 205	263 191

II.2 Immobilisations corporelles

II.2.1 Constructions

Patrimoine immobilier - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2010	Reclassement	Acquisitions	Diminutions (sorties)	Valeur Brute 31/12/2010
Terrains	602 479				602 479
Sous total terrains	602 479	0	0	0	602 479
Immeubles	11 998 037	-10 549 918		1 448 119	0
Gros Œuvre		6 329 951	0		6 329 951
Façade et toiture		1 582 488	0		1 582 488
Chauffage		1 582 488	24 570		1 607 058
Agencements Décorations...		1 054 992	153 215		1 208 206
Sous total constructions	11 998 037	0	177 785	1 448 119	10 727 703
Total	12 600 516	0	177 785	1 448 119	11 330 181

L'augmentation de 177 785 € correspond à des travaux d'agencements de l'immeuble du siège, La colonne de reclassement correspond à la reclassification par nature des constructions consécutive à la mise en œuvre de la méthode des composants.

Les sorties correspondent à des travaux d'entretien et d'aménagement 100% amortis pour la majeure partie.

Patrimoine immobilier - amortissements	31/12/2009	Reclassement	Dotations	Reprises (sorties)	31/12/2010
Terrains	0	0	0	0	0
Immeubles	3 973 966	-2 536 885		1 437 081	0
Gros Œuvre		1 522 131	68 683		1 590 814
Façade et toiture		380 533	60 098		440 630
Chauffage		380 533	86 521		467 053
Agencements Décorations...		253 688	87 000		340 688
Total	3 973 966	0	302 301	1 437 081	2 839 186

Patrimoine immobilier - valeurs nettes	31/12/2009	31/12/2010
Terrains	602 479	602 479
Immeubles	8 024 071	0
Gros Œuvre	0	4 739 137
Façade et toiture	0	1 141 857
Chauffage	0	1 140 005
Agencements Décorations...	0	867 518
Total	8 626 549	8 490 996

II.2.2 Autres immobilisations corporelles

Autres immobilisations corporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2010	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2010
Matériel et outillage	90 143	9 652	25 638	74 157
Matériel de bureau	187 259		156 253	31 006
Matériel de bureau audiovisuel	125 272		40 941	84 331
Base de données gestion des projets - Serveur	71 170		65 218	5 952
Micro - informatique individuelle	877 025	172 502	417 060	632 468
Base de données gestion des dons - Serveur	153 345		90 406	62 939
Système comptable - Serveur	49 458		41 511	7 947
Matériel informatique des DD	451 231	40 214	86 548	404 897
Matériel d'exposition	142 399	0	0	142 399
Mobilier de bureau	353 580	3 137	79 403	277 314
Total	2 500 884	225 505	1 002 977	1 723 412

Autres immobilisations corporelles - amortissements	Cumul dépréciations 01/01/2010	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2010
Matériel et outillage	65 393	12 055	25 638	51 810
Matériel de bureau	184 970	1 699	156 253	30 416
Matériel de bureau audiovisuel	111 238	7 325	40 941	77 622
Base de données gestion des projets - Serveur	71 170		65 218	5 952
Micro - informatique individuelle	788 224	81 300	414 853	454 671
Base de données gestion des dons - Serveur	153 345		90 406	62 939
Système comptable - Serveur	48 016	661	41 511	7 166
Matériel informatique des DD	438 124	13 337	86 548	364 914
Matériel d'exposition	142 399		0	142 399
Mobilier de bureau	318 762	15 032	79 403	254 390
Total	2 321 642	131 409	1 000 771	1 452 279

Autres immobilisations corporelles - valeurs nettes	31/12/2009	31/12/2010
Matériel et outillage	24 750	22 347
Matériel de bureau	2 289	590
Matériel de bureau audiovisuel	14 034	6 710
Base de données gestion des projets - Serveur	0	0
Micro - informatique individuelle	88 801	177 797
Base de données gestion des dons - Serveur	0	0
Système comptable - Serveur	1 442	781
Matériel informatique des DD	13 107	39 983
Matériel d'exposition	0	0
Mobilier de bureau	34 818	22 923
Total	179 242	271 132

II.3 Titres de participation

Titres détenus	Valeur Brute 01/01/2010	Acquis.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2010	Cumul dépré. 01/01/2010	Dot.	Rep.	Cumul dépré. 31/12/2010	Net 31/12/2010
BFCC (Crédit Coopératif)	3 064			3 064	0			0	3 064
SIDI	3 478 298	61 022	680 808	2 858 512	0			0	2 858 512
Solidar'Monde	30 011			30 011	-30 011			-30 011	0
SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 020			1 020	0			0	1 020
Karthala	30 481			30 481	0			0	30 481
Scoop El Amal	45 125		45 125	0	-45 125		-45 125	0	0
SAPIE	4 573			4 573	0			0	4 573
Total	3 592 572	61 022	725 933	2 927 662	-75 136	0	-45 125	-30 011	2 897 650

La société scoop >EL Amal est définitivement liquidée, sans impact sur le résultat car totalement dépréciée.

Dans le cadre de son engagement à la SIDI, sa filiale, à l'occasion de l'élargissement du pacte d'actionnaires qui en garantit l'orientation le CCFD-Terre Solidaire a cédé une partie de ses participations au capital aux congrégations qui le désiraient. Le CCFD-Terre Solidaire détient désormais 18.806 actions soit 21.99% du capital de la SIDI.

II.4 Créances rattachées à des participations

Créances rattachées à des participations	Valeur brute 01/01/2010	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2010	Cumul dépréciations 01/01/2010	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2010
Créance ratt. Max Havelaar reprise EURL	20 490			20 490	-20 490			-20 490	0
Créance ratt. SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 079			1 079				0	1 079
Créance ratt. Scoop El Amal	46 609		46 609	0	-46 609		-46 609	0	0
Créance ratt. SAPIE	4 955			4 955	-4 955			-4 955	0
Total	73 133	0	46 609	26 524	-72 054	0	-46 609	-25 444	1 079

La créance sur la société scoop >El Amal est définitivement liquidée, sans impact sur le résultat car totalement dépréciée.

II.5 Détail des prêts

Prêts	Valeur brute 01/01/2010	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2010	Cumul dépréciations 01/01/2010	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2010	Valeur nette 31/12/2009
Prêt Plateforme du Commerce Equitable	5 000		2 500	2 500	-5 000		-2 500	-2 500	0	0
Prêt Max Havelaar	46 000		10 000	36 000	0			0	36 000	46 000
Prêt Max Havelaar reprise EURL	2 318			2 318	-2 318			-2 318	0	0
Prêt CRID	0	70 000	0	70 000	0			0	70 000	0
Prêt GRDR	0	150 000	0	150 000	0			0	150 000	0
Prêts au personnel	8 373	28 790	16 276	20 887	0			0	20 887	8 373
Total	61 691	248 790	28 776	281 705	-7 318	0	-2 500	-4 818	276 887	54 373

La reprise de provision sur le prêt accordé à la Plateforme du Commerce Equitable a été comptabilisée en 2010 à hauteur du remboursement reçu en 2010

II.6 Détail des autres créances

Détail des autres créances	Montant
Dons et legs à recevoir	1 749 534
Crédit de TVA	67 197
Produits à recevoir	162 867
Salaires et comptes rattachés	119 410
Préfinancements de programmes cofinancés	33 846
Avances et acomptes fournisseurs	51 463
Loyers à recevoir	42 520
Créances diverses	25 912
Compte courant	1 662 720
Total	3 915 469

Le crédit de TVA 2009 a été remboursé en janvier 2010.

II.7 Échéance des créances

Échéances des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	26 524		26 524
Prêts	281 705	95 482	186 224
Autres immobilisations financières	20 408		20 408
De l'actif immobilisé	328 637	95 482	233 155
Clients douteux ou litigieux	15 579	15 579	0
Autres créances clients	137 030	137 030	0
Dons à recevoir et legs à recevoir	1 749 534	1 749 534	0
Etat - TVA	67 197	67 197	0
Produits à recevoir	162 867	162 867	0
Personnel et comptes rattachés	119 410	119 410	0
Préfinancements de programmes cofinancés	33 846	33 846	0
Acomptes et avances fournisseurs	51 463	51 463	0
Loyers à recevoir	42 520	42 520	0
Débiteurs divers	25 912	25 912	0
Compte courant	1 662 720	0	1 662 720
De l'actif circulant	4 068 078	2 405 358	1 662 720
Des Charges constatées d'avance	98 248	98 248	
Total	4 494 963	2 599 088	1 895 875

II.8 Valeurs mobilières de placement

LIBELLÉ	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2009	AUGMENT.	DIMINUTION	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2010	ESTIMATION au 31.12.2010
ACTIONS TITRES COTES					
Sicav monétaires	18 049 645	50 075 099	49 872 168	18 252 576	18 284 194
Bons à Moyen terme négociable	2 250 578	0	0	2 250 578	2 250 578
Total Actions titres cotés	20 300 223	50 075 099	49 872 168	20 503 154	20 534 772
F. C. P.					
Trésorerie	0	15 260	1 758	13 502	13 504
Equilibre	0	43 876	29 408	14 468	14 446
Horizon	0	75 657	75 657	0	0
Total Fonds communs de Placement	0	134 793	106 823	27 969	27 950
AUTRES TITRES (Bons Trésor, Epargne)					
Bons en portefeuille	61 543	1 524	0	63 067	
Bons remis a l'encaissement	506	0	0	506	
Total autres titres	62 049	1 524	0	63 573	
TOTAL	20 362 272	50 211 416	49 978 991	20 594 697	

II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement

LIBELLÉ	Provisions au 31/12/2010	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2010
ACTIONS TITRES COTES				
Sicav monétaires	21 683	50 747	21 683	50 747
TOTAL	21 683	50 747	21 683	50 747

II.10 Charges constatées d'avance

Ces charges représentent 98 248 €, en baisse par rapport à 2009. Elles concernent principalement les charges liées à des voyages FSM 2011, à la lettre aux donateurs de janvier 2011 et des frais de fonctionnement rattachés à 2011.

III. Informations relatives au passif

III.1 Fonds propres

Fonds propres	Au 31/12/2009	Au 31/12/2009 après retraitement	Affectation résultat 2009	Au 31/12/2010
Ecart de réévaluation libre	1 556 840	1 556 840		1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Fonds associatif sans droit de reprise	91 469	7 068 710	393 263	7 461 973
Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées	14 344 591	7 367 351	4 019 766	11 387 117
Report à nouveau	4 405 545	4 405 545		4 405 545
Résultat de l'année	4 413 029	4 413 029	-4 413 029	-10 770
Total	24 811 476	24 811 476	0	24 800 706

III.2 provisions pour risque et charges

Une provision pour risques et charges d'un montant de 109 021 € a été comptabilisée en 2010. Elle correspond aux provisions passées au titre de la convention FID avec la SIDI.

Compte	Libellé	Solde créditeur au 31/12/2009	Reprise (utilisation) 2010 débit	Dotation 2010 crédit	Solde créditeur au 31/12/2010
1941000000	Fonds dédiés Afrique	75 781	135 449	125 449	65 781
1942000000	Fonds dédiés Amérique Latine / Haïti	1 000	654 787	2 207 192	1 553 405
1943010000	Fonds dédiés Eurco projets	0	620 842	620 842	0
1944100000	Fonds dédiés Madagascar projets	8 623	8 623	0	0
1946010000	Fonds dédiés Afghans projets	10 023	0	0	10 023
1947010000	Fonds dédiés Irak projets	47 775	20 000	0	27 775
1948020000	Fonds dédiés Java urgence projets	5 667	0	0	5 667
1948100000	Fonds dédiés Faim&Développement SIDI	0	185 434	185 434	0
1949010000	Fonds dédiés Liban projets	39 792	19 000	0	20 792
1949020000	Fonds dédiés particulier projets	11 621	11 621		0
1949100000	Fonds dédiés Pérou projets	4 544	0	0	4 544
1949400000	Fonds dédiés émeutes de la faim	1 225			1 225
1949600000	Fonds dédiés particuliers / Haïti	9 000	0	0	9 000
1949700000	Fonds dédiés projet Rejeer	5 774	5 774		0
1949800000	Fonds dédiés urgence Gaza	8 827	8 827	0	0
1947000000	Fonds dédiés Bas. Med	0	4 392	4 392	0
1943000000	Fonds dédiés Asie	0	20 000	24 585	4 585
Total		229 652	1 694 749	3 167 894	1 702 797

A noter que depuis 2009, les ressources issues du FCP Faim & Développement sont traitées en fonds dédiés, à destination de la SIDI.

III.4 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	Solde au 31/12/2010
Fournisseurs	983 331
Effets à payer	496
Fournisseurs - Factures non parvenues	93 016
Total	1 076 843

III.5 Détail des dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	Au 31/12/2010	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Provision mobilité des cadres	912 221	813 552	741 193
Provisions congés payés	638 126	623 511	657 732
Comptes de personnel	411 964	389 915	410 795
TVA collectée	7 035	6 912	9 501
Autres impôts et taxes	95 802	3 536	108 524
Total	2 065 148	1 837 426	1 927 746

III.6 Détail des autres dettes

Autres dettes	Au 31/12/2010	Au 31/12/2009
Projets restant à payer	4 598 806	4 275 486
Cofinancements restant du	597 063	3 048 787
Conventions projets	4 474 601	2 843 165
Fonds propres liés aux cofinancements	869 426	1 326 511
Acomptes legs reçus	472 433	776 278
Charges à payer	70 070	152 494
Dettes diverses	111 872	68 802
Opérations particulières restant dues	16 040	26 440
Compte courant	30 391	10 391
Autres soutiens restant à payer	10 100	10 100
Total	11 250 802	12 538 454

Les acomptes legs sont comptabilisés en dette avant que le legs ne soit totalement soldé.

III.7 Échéances des dettes

Échéances des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières divers	1 600	1 600	0
Dettes financières	1 600	1 600	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 076 843	1 076 843	0
Provision mobilité des cadres	912 221	0	912 221
Provisions congés payés	638 126	638 126	0
Comptes de personnel	411 964	411 964	0
TVA collectée	7 035	7 035	0
Autres impôts et taxes	95 802	95 802	0
Projets restant à payer	4 598 806	4 598 806	0
Cofinancements restant du	597 063	597 063	0
Conventions projets	4 474 601	1 671 482	2 803 119
Fonds propres liés aux cofinancements	869 426	869 426	0
Acomptes legs reçus	472 433	472 433	0
Charges à payer	70 070	70 070	0
Dettes diverses	111 872	111 872	0
Opérations particulières restant dues	16 040	16 040	0
Compte courant	30 391	30 391	0
Autres soutiens restant à payer	10 100	10 100	0
Autres dettes	14 392 793	10 677 453	3 715 341

IV. Engagements hors bilan

IV.1 Engagements retraite

Les droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'un calcul actuariel, mesurant donc l'engagement du CCFD-Terre Solidaire si les salariés présents au 31/12/2010 restaient au CCFD-Terre Solidaire jusqu'à l'âge de la retraite. Ce calcul ne porte que sur la population des employés, les cadres faisant par ailleurs l'objet d'une provision pour mobilité.

Le résultat obtenu est un montant de 188 500€, reposant sur les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 4.5%
- table de mortalité INSEE
- taux de turnover de 6.93%
- taux augmentation moyen annuel 2%
- âge moyen de départ en retraite 65 ans

IV.2 Legs

	2010	2009	2008	2007
Legs à recevoir	5 064 073	7 839 912	7 387 280	5 277 082
Legs en cours	411 989	776 278	1 925 761	1 183 190
Legs soldés dans l'année	6 370 097	5 669 031	2 260 426	1 869 214
Legs reçus ou annoncés dans l'année	3 074 947	4 385 548	5 113 195	4 648 029

Le stock de legs à recevoir se compose de dossiers de legs qui ont été notifiés et acceptés par le Conseil d'Administration mais pas encore traités par les notaires.

Le stock de legs en cours se compose de legs dont le versement est en cours. Les sommes déjà versées sont retirées du montant des legs à recevoir.

Les legs soldés dans l'année sont ceux qui sont enregistrés en produit (ressources) dans l'année.

La dernière ligne concerne les nouveaux dossiers de l'année, qu'ils aient ou non été soldés dans l'année.

IV.3 Autres engagements

Au 31/12/2010, les salariés du CCFD-Terre Solidaire avaient acquis 13 096 heures de DIF (Droit Individuel de Formation)

IV.4 Contributions volontaires en nature

La mise en œuvre des missions du CCFD-Terre Solidaire repose beaucoup sur le bénévolat. Compte tenu de la complexité de l'organisation, il n'a pas été possible, en 2010, d'évaluer ces concours bénévoles. Les nouveaux statuts, en autorisant et en formalisant l'adhésion individuelle, permettront au CCFD-Terre Solidaire de mieux évaluer le nombre de ses bénévoles.

IV.5 Participation au FID

Le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé pour un montant de 662 720€ au Fonds d'Incitation au Développement (FID), dépôt permettant de garantir les engagements à risque de la SIDI. Sur l'année 2010 le CCFD-Terre Solidaire a provisionné au titre du FID sur appel de la SIDI 109 021€ dans ses comptes. Il reste donc pour un appel à un engagement futur 553 699€ en hors bilan dans les comptes du CCFD-Terre Solidaire.

V. Informations relatives au compte de résultat

V.1 Détail des autres achats et charges externes

	Montant 2010	Montant 2009
Etudes et sous-traitances	556 776	505 326
Eau gaz électricité	50 609	43 068
Frais divers de gestion	681 196	724 040
Locations Immobilières dont salle de réunion	366 187	364 733
Informatique maintenance et fourniture	326 488	335 886
Honoraires et honoraires d'avocat	1 434 054	567 945
Annonces et insertions	2 058 286	904 115
Catalogues et imprimés	1 492 914	1 193 007
Personnel Missions et déplacements	1 340 556	1 324 954
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 796 120	1 643 056
Total	10 103 187	7 606 129

V.2 Le résultat financier

	2010	2009
Produits de participations		846
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	536	296
Autres intérêts et produits assimilés	315 649	318 247
Différences positives de change	8	117
Reprises de provisions et transferts de charges	22 604	137 841
PRODUITS FINANCIERS	338 797	457 346
Dotations financières aux amortissements et provisions	49 167	19 670
Intérêts et charges assimilées	40 903	48 385
Différences négatives de change	185	2 095
CHARGES FINANCIERES	90 255	70 151
RESULTAT FINANCIER	248 542	387 196

V.3 Le résultat exceptionnel

€	2010	2009
Produits exceptionnels sur opérations en capital	680 808	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	151 278	94 695
Reprise de provisions sur titres de participations	91 734	
Reprise de provisions exceptionnelles	14 345	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	938 165	94 695
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35	65
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	785 786	37 312
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	63 255	32 012
Charges exceptionnelles sur opération EURL Faim et Dévt		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	849 076	69 389
RESULTAT EXCEPTIONNEL	89 090	25 306

Le résultat exceptionnel est assez faible et concerne essentiellement la cession à la valeur nette comptable de titres de participation de la SIDI pour 680 808€ en 2010 et par la sortie du bilan des titres et des créances rattachées de Scoop el AMAL qui étaient provisionnées à 100% (pas d'impact en résultat net pour 2010)

VI. Compte d'Emploi des Ressources (CER)

VI.1 Le nouveau format

Le CER a été élaboré conformément au règlement CRC 2008-12 du 7 mai 2008 en vigueur pour les comptes ouverts à partir du 1/1/2009.

Son élaboration a été validée par étapes successives par le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire au cours de l'année 2009. En 2010 Les mêmes principes ont été appliqués

VI.2 Définitions

Détermination du périmètre de la générosité du public

La générosité du public concerne tout don effectué au CCFD–Terre Solidaire sans contrepartie. En font donc partie les dons manuels, dédiés ou non dédiés, les legs, les dons issus de souscriptions à des produits d'épargne solidaire. Toutes les autres sources de revenus du CCFD–Terre Solidaire (abonnements aux publications du CCFD–Terre Solidaire, vente de produits issus du commerce équitable, produits financiers, etc.) ne font pas partie de la générosité du public.

Définition des missions sociales

Le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire a reformulé et validé en mai 2009 la définition des missions sociales du CCFD–Terre Solidaire, et les dépenses qui doivent y être rattachées dans l'élaboration du CER. Le CER est donc cohérent avec ces définitions, et comprend, dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation au développement, au plaidoyer.

Rappel de la décision du CA du 15 mai 2009

« Le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire définit comme correspondant aux missions sociales de l'association valorisées dans le Compte d'Emploi des Ressources (CER) :

- Toutes les actions directes visant l'appui des partenaires du CCFD - Terre Solidaire (par exemple, les subventions versées pour des initiatives, mais aussi la formation, les échanges, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cet appui des partenaires (par exemple, le travail des chargés de mission et des secrétaires de la Direction du Partenariat International, les frais d'études et de sélection des initiatives, les frais de mission pour des visites aux partenaires, les frais d'évaluation des résultats obtenus, etc.),
- Toute forme d'appui apporté à une filiale qui soutient elle-même des partenaires, comme la SIDI,
- Toutes les actions directes d'éducation au développement (par exemple, la production d'outils à destination des jeunes, les activités de formation et d'animation menées par les membres du réseau et les salariés, l'envoi de bénévoles en voyage d'immersion, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cette éducation au développement (par exemple, le travail des animateurs formateurs en région, la vente de produits à la Boutique Solidaire, etc.),
- Toutes les actions directes de plaidoyer, et tous les moyens indirects mis en œuvre pour permettre ce plaidoyer,
- Les actions mises en œuvre sous forme de grands événements (type Rencontre Nationale, Forum Social Mondial...) et correspondant à l'une ou l'autre des missions de partenariat ou d'éducation au développement.

Le reste des dépenses du CCFD–Terre Solidaire, concourant à la réalisation des missions, mais de manière plus indirecte (par exemple, le coût de la collecte des dons, les amortissements des immeubles...), n'est pas inclus dans les missions sociales. En conséquence, la ventilation des dépenses correspondantes dans les différentes rubriques au Compte d'Emploi des Ressources correspondra aux directives ci-dessus. »

Les charges liées au partenariat international (financement des projets des partenaires, formation des partenaires, évaluations des projets, projets cofinancés, etc...) sont suivies par zone géographique correspondant à l'organigramme du CCFD–Terre Solidaire (Asie, Afrique, Amérique, Méditerranée, Europe, Migrants).

Dans le nouveau CER, elles figurent dans les « versements faits à d'autres organismes » puisque l'activité du CCFD–Terre Solidaire consiste à soutenir les projets de partenaires. Les frais liés à l'accompagnement des partenaires, i.e les frais de personnel des salariés en charge de la relation partenariale, ainsi que leurs frais de mission, de traduction, etc... sont regroupés dans le poste « Actions réalisées directement ».

Par ailleurs, les méthodes employées précédemment ont été maintenues :

- les dépenses de la direction générale sont réparties par tiers sur chacune des 2 missions sociales et sur le fonctionnement
- les dépenses de plaidoyer sont réparties sur chacune des deux missions sociales en fonction de leur poids respectif, soit 75% pour le partenariat international et 25% pour l'éducation au développement.

VI.3 Stock initial de générosité du public

En 2010, le stock initial de générosité du public est le résultat direct du calcul de 2009.

VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Conformément à une décision du Conseil d'Administration (octobre 2009), les ressources issues de la générosité du public sont utilisées dans l'ordre de priorité suivant :

- i) la couverture des frais de recherche de fonds
- ii) le financement de toutes les missions sociales non couvertes par d'autres ressources déjà dédiées, comme les cofinancements, les subventions
- iii) la couverture des frais de communication
- iv) la couverture des frais de fonctionnement non couverts par d'autres ressources (abonnements, vente de produits solidaires, etc...)

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire ne nécessitant pas d'acquisitions d'immobilisations, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'ont pas été utilisés dans l'élaboration du CER (montants T5 et T5bis).

Compte d'emploi des ressources 2010 (format règlement CNC 2008)

Tous les chiffres sont en k€

EMPLOIS DE L'EXERCICE	Emplois 2010 = compte de résultat	Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2010
1.- MISSIONS SOCIALES	29 114	27 256
1.1 Réalisées en France	7 831	7 233
Actions réalisées directement	1 200	1 309
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	3 292	3 292
1.2 Réalisées à l'étranger	16 791	15 423
Actions réalisées directement	4 842	4 842
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	4 842	4 842
2.- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3.- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	5 398	3 575
		3 573
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU CR	39 354	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	164	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	3 168	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
V - TOTAL GENERAL	42 686	
Vbis - PART DES ACQUISITIONS D'IMMOS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCEES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
VI - NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOS FINANCEES A COMPTER DE LA 1ère APPLICATION DU REGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		3 573

RESSOURCES	Ressources collectées en 2010 = compte de résultat	Ressources collectées auprès du public et consommées en 2010
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		11 387
1.- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	37 023	37 023
1.1 Dons et legs collectés	36 082	36 082
1.2 Autres produits liés à l'appel à la GP	940	940
2.- AUTRES FONDS PRIVES	0	
3.- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 725	
4.- AUTRES PRODUITS	2 071	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	40 818	
II - REPRISES DE PROVISIONS	162	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 695	
IV - VARIATION DES FONDS DE/DIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		-1 473
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	11	
VI - TOTAL GENERAL	42 686	35 549
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		35 673
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		11 263

II. Filiales et participations

VII.1 Tableau des filiales et participations

Sociétés	Date de clôture	Capital	% du capital détenu	Capitaux propres	Quote-Part des capitaux propres détenus	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et cautions donnés par le CCFD - brut	Prêts et cautions donnés par le CCFD - net	Chiffre d'Affaires	Résultat
Participation de 10 à 50%											
SIDI	31/12/2010	13 000 104	21,99%	14 007 376	3 079 995	2 858 512	2 858 512	0	0	1 629 042	306 319
Sapie	31/03/2010	43 402	10,54%	31 293	3 297	4 573	4 573	0	0	221 201	555
Participations inférieures à 10%											
SIFA	30/04/2010	61 984 482	10 parts	65 116 203	651	1 020	1 020	1 079	1 079	0	457 684
Solidar!Monde	30/06/2010	1 015 782	8,43%	1 308 330	110 292	30 011	0	0	0	8 186 435	-90 823
Karhala	31/12/2009	495 483	7,99%	912 129	72 879	30 481	30 481	0	0	1 131 925	27 961
BFCC						3 064	3 064	0	0		

VII.2 La SIDI

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) est une société anonyme à conseil de surveillance et directoire, spécialisée dans le développement de la microfinance au Sud et à l'Est.

Le CCFD-Terre Solidaire en est l'actionnaire principal. Au 31/12/2010 il détenait 21,99% du capital. Le travail d'élargissement de ce pacte à d'autres congrégations religieuses a trouvé sa réalisation en juin 2010. Désormais le pacte d'actionnaires regroupe 14 congrégations avec le CCFD-Terre Solidaire.

Il détient la majorité absolue et reste le garant du maintien des orientations fondatrices de la SIDI. Le CCFD-Terre Solidaire soutient la SIDI par son apport en capital mais également en prenant à sa charge une partie des coûts d'accompagnement des partenaires. Les dons provenant des Fonds de partage Faim et Développement sont intégralement affectés par le CCFD-Terre Solidaire à cette action. Les prestations prises en charge par le CCFD-Terre Solidaire se sont élevées en 2010 à 1.185.300€, les dons issus de Faim et Développement, liés à la situation boursière, reçus par le CCFD-Terre Solidaire, s'élevaient à 165 142€.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient également la SIDI par sa participation au FID (Fonds de garantie permettant à la SIDI de ne pas provisionner dans sa comptabilité ses engagements à risque. Le CCFD-Terre Solidaire participe au FID pour un montant de 662.720€.

Le CCFD-Terre Solidaire a également accordé un prêt de 1M€ à la SIDI pour permettre la création d'un fonds agro-écologique.

Ce sont les subventions du CCFD-Terre Solidaire à l'activité de la SIDI qui assurent à celle-ci près de la moitié des moyens financiers de son action.

Le résultat du portefeuille SIDI de prêts et participations ne permettrait pas de couvrir à lui seul les frais de fonctionnement.

- Compte de résultat de la SIDI

en milliers d'euros	2010	2009	Variations
Produits d'exploitation <i>dont subvention CCFD</i>	1 629 042 1 185 300	1 568 431 1 185 334	-60 611 34
Charges d'exploitation <i>dont frais de personnel</i>	2 260 812 1 241 436	2 043 027 1 146 862	-217 785 -94 574
Résultat d'exploitation	-631 770	-474 596	157 174
PRODUITS FINANCIERS CHARGES FINANCIERES	1 077 164 144 373	984 673 338 607	-92 491 194 234
Résultat financier	932 791	646 066	-286 725
PRODUITS EXCEPTIONNELS CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 478 2 180	141 770 158 137	134 293 155 957
Résultat exceptionnel	5 298	-16 367	-21 664
Impôts			0
Résultat Net	306 319	155 103	-151 215

- Bilan de la SIDI

ACTIF	2010	2009	PASSIF	2010	2009
ACTIF IMMOBILISE			CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			Capital	13 000 104	13 000 104
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 162	60 625	Réserves :	700 953	545 850
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 710 394	8 674 131	Résultat de l'exercice	306 319	155 103
TOTAL (I)	9 770 556	8 734 756	TOTAL (I)	14 007 376	13 701 057
ACTIF CIRCULANT			provisions	183 363	180 229
			TOTAL (II) -provisions	183 363	180 229
CREANCES	434 469	383 490	DETTES	6 716 194	4 430 256
DISPONIBILITES	10 927 635	9 294 677	<i>dont :</i>		
COMPTES DE REGULARISATION			<i>CCFD-Fonds rural</i>	1 000 000	
Charges constatées d'avance	16 603	117 524	<i>FID</i>	2 478 396	
Ecart de conversion Actif	4 670	4 965	COMPTES DE REGULARISATION		
			Produits constatés d'avance	167 201	122 376
			Ecart de conversion Passif	79 798	101 493
TOTAL (II)	11 383 377	9 800 656	TOTAL (III)	6 963 194	4 654 125
TOTAL GENERAL (I à II)	21 153 933	18 535 412	TOTAL GENERAL (I à III)	21 153 933	18 535 412